

Affaires courantes

Cole	Collins
Cook	Cooper
Côté	Darling
DeBlois	de Cotret
Della Noce	Desjardins
Dobbie	Domm
Dorin	Duplessis
Edwards	Epp
Fee	Ferland
Fontaine	Fretz
Friesen	Gérin
Gibeau	Gray (Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine)
Greene	Gustafson
Halliday	Harvey (Chicoutimi)
Hawkes	Hockin
Hogue	Horning
Hudon	Hughes
Jacques	James
Jelinek	Jourdenais
Kemping	Koury
Landry	Langlois
Larrivée	Layton
Leblanc (Longueuil)	Littlechild
Loiselle	Lopez
MacDonald (Rosedale)	MacDougall (Timiskaming)
MacKay	Malone
Marin	Martin (Lincoln)
Masse	Mayer
Mazankowski	McCreath
McDermid	McDougall (St. Paul's)
Monteith	Nicholson
Nowlan	Oberle
O'Kurley	Paproski
Plamondon	Piourde
Porter	Pronovost
Redway	Reid
Ricard	Richardson
Robitaille	Roy-Arcelin
St-Julien	Schneider
Scott (Victoria—Haliburton)	Scott (Hamilton—Wentworth)
Siddon	Sobeski
Soetens	Sparrow
Stevenson	Tardif
Tétreault	Thacker
Thompson	Thorkelson
Tremblay (Rosemont)	Tremblay (Québec—Est)
Turner (Halton—Peel)	Van de Walle
Vankoughnet	Venne
Vézina	Vien
Vincent	Weiner
White	Wilbee
Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia)	
Winegard	Worthy—131

• (1610)

M. le Président: Je déclare la motion rejetée.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA SITUATION EN ROUMANIE

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, des consultations ayant eu lieu entre les partis, je crois que la Chambre donnerait le consentement unanime en vue de la présentation et de l'adoption de la motion suivante, que je propose avec l'appui de mes collègues de Northumberland et de Winnipeg Transcona:

—Que la Chambre souligne que:

—les autorités de la Roumanie ont ordonné à leurs forces armées et policières d'attaquer la population de Timisoara, action qui va à l'encontre des droits fondamentaux de la personne;

—les citoyens de Timisoara revendiquaient de façon non violente les droits fondamentaux à la liberté et la démocratie reconnus universellement;

[Français]

Ces attaques immorales ont causé des centaines de morts et de blessés.

Elle condamne à l'unanimité la force abusive exercée contre la population de Timisoara et celle d'autres communautés roumaines.

Elle insiste pour que le gouvernement de la Roumanie arrête immédiatement ce massacre et cette violence insensés et qu'il respecte les droits et libertés de tous ses citoyens.

[Traduction]

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, je voudrais m'associer à mon collègue d'en face pour condamner les mesures que le gouvernement roumain a prises dernièrement, notamment contre les citoyens de Timisoara.

Le Canada avait des relations commerciales avec la Roumanie dans le passé. Je crois que nous devrions réévaluer ces relations à la lumière de ce qui arrive au peuple roumain. La Roumanie a signé une convention sur les droits de la personne avec la Communauté de coopération et de développement économiques de l'Europe, mais a profité de toutes les occasions possibles pour s'abstenir d'en respecter les termes.

Le gouvernement et les Canadiens devraient faire tout leur possible pour discuter avec les gouvernements de la région ou pour négocier directement avec le gouvernement roumain afin de lui faire savoir que nous désapprouvons les mesures qu'il a prises contre ses propres citoyens et que nous lui demandons d'agir autrement à l'avenir.

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, hier soir, des députés des trois partis ont eu l'occasion de participer à une manifestation silencieuse tenue près du monument qu'on est en train d'ériger en l'honneur des droits de la personne devant le Palais de justice, rue Elgin. Cela nous a donné l'occasion de rencontrer des membres de la communauté hongroise du Canada. L'une des demandes qu'ils ont exprimées avec beaucoup d'insistance, c'est que la Chambre des communes trouve une façon de condamner unanimement le gouvernement roumain pour les mesures qu'il vient de